

Luc Racine et Roch Denis

Respectivement professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal
professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal

(1979)

“La conjoncture politique québécoise, 1960-1970”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Luc Racine et Roch DENIS, "La conjoncture politique québécoise, 1960-1970". Un article publié dans **Le système politique québécois**, chapitre 24, pp, 519-536. Recueil de textes préparé par Édouard Cloutier et Daniel Latouche. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 1979, 555 pp. Collection : L'homme dans la société.

Tiré de **Socialisme Québécois**, 21-22, 1971, p. 17-78 ; bien que conscients que leur texte est à plusieurs endroits dépassé par les événements récents, les auteurs ont préféré le laisser inchangé plutôt que de tenter une mise-à-jour rapide, ce qui demeure souvent une opération artificielle.

M. Luc Racine est professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal. M. Denis est politologue à l'Université du Québec à Montréal, et en 2005, recteur de l'UQAM.

[Autorisation accordée par M. Denis en janvier 2003.]



Courriels :

denis.roch@uqam.ca

luc.racine@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, New Roman 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, New Roman 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8,5'' x 11''

Édition complétée le 31 août 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
province de Québec.



Table des matières

Introduction

1. Modification de la structure des classes
2. Développement des forces fédéralistes : des réformes à la répression
 - 2.1. La « révolution tranquille »
 - 2.2. L'échec et le déclin de la révolution tranquille
3. Développement du mouvement nationaliste
 - 3.1. L'Alliance laurentienne : de Duplessis à Salazar
 - 3.2. Les débuts du RIN : élargissement de la propagande séparatiste
 - 3.3. La transformation du RIN en parti politique
 - 3.4. Des élections de 1966 à la scission : le centrisme impossible
 - 3.5. Du MSA au PQ : le recul
4. Histoire du mouvement socialiste québécois
 - 4.1. La Revue Socialiste et l'ASIQ
 - 4.2. Parti Pris et le Mouvement de Libération Populaire
 - 4.3. La fusion MLP-PSQ (mars 1966)
 - 4.4. L'échec au PSQ et le retour à la thèse de l'indépendance « au plus vite »

Lectures recommandées

Luc Racine et Roch DENIS

Respectivement professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal
professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal

“La conjoncture politique québécoise, 1960-1970”.



Un article publié dans **Le système politique québécois**, chapitre 24, pp, 519-536. Recueil de textes préparé par Édouard Cloutier et Daniel Latouche. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 1979, 555 pp. Collection : L'homme dans la société.

Tiré de *Socialisme Québécois*, 21-22, 1971, p. 17-78 ; bien que conscients que leur texte est à plusieurs endroits dépassé par les événements récents, les auteurs ont préféré le laisser inchangé plutôt que de tenter une mise-à-jour rapide, ce qui demeure souvent une opération artificielle.

[Retour à la table des matières](#)

Introduction ¹

Luc Racine est professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal et Roch Denis, au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Ils s'intéressent tous deux aux aspects politico-économiques des mouvements ouvriers et des mouvements nationalistes, au Canada et au Québec, et ont déjà publié plusieurs articles à ce sujet aux éditions Parti Pris et dans *Socialisme québécois*.

Leur objectif est ici d'expliquer les changements politiques des années soixante au Québec par l'évolution de l'économie québécoise dans le contexte du capitalisme américain et international. De plus, ils retracent les diverses étapes du développement idéologique et organisationnel du mouvement socialiste québécois. Leur essai fait appel à la documentation officielle en matière économique et politique, ainsi qu'à diverses études antérieures.

[Retour à la table des matières](#)

La coupure marquée par les années soixante dans l'évolution de la situation québécoise ne doit pas être surestimée quant à son importance explicative. Si l'accession du Parti libéral au pouvoir dans la province a mis fin à un régime politique durant depuis vingt ans, ce changement, lui, est à expliquer par l'évolution de l'économie québécoise depuis la fin de la guerre. Le régime libéral de Jean Lesage a correspondu à une modification dans la fonction de l'État provincial. Le renforcement qui eut alors lieu quant aux pouvoirs d'intervention de l'État est relié au développement du capitalisme américain et international dans ce sens.

¹ Tiré de *Socialisme Québécois*, 21-22, 1971, p. 17-78 ; bien que conscients que leur texte est à plusieurs endroits dépassé par les événements récents, les auteurs ont préféré le laisser inchangé plutôt que de tenter une mise-à-jour rapide, ce qui demeure souvent une opération artificielle.

1. Modification de la structure des classes

[Retour à la table des matières](#)

Avant la dernière guerre, la situation était à peu près la suivante : la majorité de la classe ouvrière se trouvait dans le secteur manufacturier et surtout dans celui de l'extraction des matières premières. Bien que le premier de ces secteurs ait été moins concentré que le second, la qualification du travail était généralement faible dans chacun. Le second secteur était plus développé que le second et plus clairement sous le contrôle quasi exclusif américain. Le secteur manufacturier, de son côté, était en partie monopolisé par les anglo-canadiens, les moyennes et petites entreprises étant en partie sous contrôle d'une bourgeoisie canadienne-française.

L'agriculture était déjà en régression, très peu concentrée, étouffée par la concurrence des produits anglo-canadiens et américains. On y trouvait surtout des petits producteurs canadiens-français.

Le peu de concentration du secteur de production des biens de consommation impliquait, dans les villes mais surtout en province, un réseau considérable de petites entreprises familiales dans le commerce et les services privés. Parallèlement à cela existait également tout un réseau de petite bourgeoisie professionnelle (avocats, notaires, médecins, curés).

Les activités financières étaient majoritairement sous contrôle anglo-canadien, avec une certaine part de moyenne bourgeoisie canadienne-française. Les activités commerciales connaissaient à peu près la même situation.

Le faible développement de l'État provincial avait comme conséquence qu'une part restreinte de travailleurs avait un statut de fonctionnaires (techniciens, employés manuels ou non manuels des services gouvernementaux). L'enseignement, public ou privé, connaissait la même situation, avec une prédominance du privé. Même chose concernant la

part de travailleurs relevant des services québécois du gouvernement fédéral.

Enfin, dans les grandes et moyennes entreprises anglo-américaines, détenant la part prédominante du marché, les Canadiens français étaient exclus systématiquement, sauf exceptions rares, des postes de gérance, d'administration ou de direction.

Ce qui donne la structure de classe suivante :

A) *Grande bourgeoisie* :

a) Industrielle

1. secteur primaire d'extraction (mines et papier) : concentré majoritairement dans les mains des monopoles américains.
2. secteur manufacturier (transformation des matières premières) : dans les mains des compagnies anglo-canadiennes.

b) financière et commerciale : contrôle prédominant des anglo-canadiens.

B) *Moyenne bourgeoisie* : développée surtout dans le secteur manufacturier, dans la finance et le commerce. Majoritairement anglo-canadienne, avec concurrence canadienne-française plus ou moins forte.

C) *Petite-bourgeoisie* : dans l'ensemble canadien ne- française

a) professionnelle, avocats, médecins, notaires, etc.

b) commerciale : petites entreprises familiales dans la distribution.

c) industrielle : petites entreprises principalement dans la construction.

d) services : petites entreprises de restauration, d'hôtellerie, de divertissement, etc.

e) agricole : constituant la majorité de la main-d'œuvre en voie de prolétarisation rapide.

D) *Classe ouvrière* : à majorité canadienne-française

- a) Travailleurs peu qualifiés de l'industrie primaire. Part majoritaire des effectifs.
- b) Travailleurs moyennement qualifiés de l'industrie de transformation. Part importante des effectifs.
- c) Employés manuels et non manuels des transports, du commerce et de la finance. Peu qualifiés.
- d) Employés manuels et non manuels des services publics.
- e) Employés des services privés.

La différence entre grande et moyenne bourgeoisie tient au fait que la première utilise une plus grande part de main-d'œuvre que la seconde, s'accapare une plus grande part de la plus-value et détermine le rythme de l'accumulation. La différence entre moyenne et petite-bourgeoisie tient dans le fait que la petite-bourgeoisie n'emploie que peu de main-d'œuvre salariée et s'accapare ainsi une part insignifiante de la plus-value, tout en étant propriétaire de ses moyens de production. Sous contrôle privé ou non, les services excluent le commerce et la finance, mais incluent surtout les communications (poste, journaux, téléphone, radio, entretien des routes).

La moyenne bourgeoisie canadienne-française n'est évidemment pas nationale, puisqu'elle ne contrôle aucun secteur ou branche de l'économie. Elle est canadienne-française dans un sens à la fois culturel et économique : ses activités se restreignent à un territoire peuplé majoritairement par une population dont la langue, la culture et l'histoire sont spécifiques.

Bien que cette structure de classes corresponde surtout à la situation d'avant-guerre, elle explique une bonne partie de la conjoncture politique jusqu'en 1960. Cela à cause du retard dans l'adaptation entre l'économique et le politique. De la même façon, nous verrons plus loin que c'est la structure de classes correspondant à la période d'après-guerre, et à ses modifications économiques, qui peut rendre compte de la conjoncture politique de la dernière décennie.

La période d'après-guerre en est une d'éviction progressive de la moyenne bourgeoisie québécoise dans les secteurs manufacturier, commercial et financier. La concurrence acharnée entre ces entreprises et les monopoles anglo-canadiens ou américains, de plus en plus protégés par l'État fédéral, met la moyenne bourgeoisie devant une option : accepter de se voir réduite à un rôle de sous-traitant des Américains ou des Anglo-canadiens, ou s'appuyer sur l'État provincial pour mener une lutte nationaliste. La fraction de la moyenne bourgeoisie politiquement portée vers le nationalisme (à la limite indépendantiste) est composée, économiquement, des dirigeants et cadres supérieurs de la moyenne entreprise financière et industrielle (industrie légère de transformation) québécoise, ainsi que des cadres supérieurs des entreprises d'état provinciales.

La classe ouvrière de son côté, n'a de choix que celui de résister : d'une part, dans les secteurs monopolisés (ensemble de l'industrie), à la hausse du taux de plus-value par une lutte gréviste et syndicale sur les salaires et les conditions de travail ; d'autre part, dans les secteurs non monopolisés et en voie d'éviction (industrie ut transformation, commerce), à la baisse des salaires réels et à l'insécurité d'emploi par une lutte d'arrière-garde, sans appui syndical, et souvent détournée de ses buts par la propagande rendant les syndicats responsables du sort précaire des moyennes entreprises.

L'essentiel de la politique du gouvernement de l'U.N., sous la direction de Duplessis, et au pouvoir pendant toute cette période, s'explique d'abord par la situation de la petite et de la moyenne bourgeoisie québécoise en face du mouvement de monopolisation appuyé par le gouvernement fédéral dans les secteurs manufacturiers, commerciaux, financiers. L'U.N. est un parti dont les effectifs étaient issus principalement de la petite-bourgeoisie professionnelle de province, appuyée par la petite-bourgeoisie industrielle et commerciale, soutenue par une fraction importante de la moyenne bourgeoisie industrielle. Sa politique s'explique par un compromis entre l'acceptation pure et simple du rôle de sous-traitance, par les compagnies anglo-canadiennes ou américaines, et des vellétés de résistance aux conséquences sociales du mouvement de monopolisation.

Il s'agit pour l'U.N. d'utiliser au maximum les rivalités entre intérêts anglo-canadiens et américains dans le mouvement de monopolisation. Un appui inconditionnel fut d'abord donné aux monopoles américains dans le secteur primaire, par des exemptions de taxe sur les matières premières et toute autre facilité d'établissement et d'exploitation des richesses naturelles. Le mouvement ouvrier fut mâté lorsque nécessaire pour assurer la

paix industrielle et la hausse maximum du taux plus-value. Cette politique avait pour but de freiner le mouvement qui s'amorçait dans ce secteur, où la modernisation des équipements, l'arrêt des nouveaux investissements et une stabilisation générale devaient graduellement entraîner des réductions de main-d'œuvre et la nécessité de reclassement de cette dernière. De plus, la domination des grandes compagnies américaines sur plusieurs villes de province, où existait en nombre considérable la petite et moyenne bourgeoisie québécoise, favorisait indirectement les intérêts représentés par l'U.N.

En second lieu, la lutte contre Ottawa afin de récupérer les pouvoirs de taxation avait comme premier but de dégager le plus de fonds possibles pour continuer à mener à bien une entreprise systématique de patronage, où les contrats gouvernementaux et pots-de-vins divers permettaient de renflouer une petite et moyenne bourgeoisie en concurrence inégale avec les compagnies monopolisant de plus en plus le secteur manufacturier, le commerce et la finance. Il s'agissait donc essentiellement d'une politique d'arrière-garde, qui ne pouvait en aucune façon freiner sérieusement le bouleversement de la structure de classes causé par les modifications économiques d'après-guerre.

2. Développement des forces fédéralistes : des réformes à la répression

2.1. La « révolution tranquille »

[Retour à la table des matières](#)

Pendant la période d'après-guerre se réalisent des modifications économiques importantes et une transformation correspondante de la structure des classes.

La stabilisation du secteur primaire est accompagnée d'une concentration dans le secteur manufacturier, mouvement qui n'entraîne pas un développement de secteurs de pointe pouvant prendre dans le développement économique le rôle moteur perdu par le secteur primaire. Toutefois, la modernisation relative dans les secteurs primaire et manufacturier en-

traîne la nécessité d'un déplacement d'une partie de la main-d'œuvre qui y était, et une requalification de la part qui peut s'y maintenir.

Du côté de la moyenne bourgeoisie, cette dernière se voit de plus en plus éliminée (faillites) ou intégrée avec un rôle de sous-traitance (fusion, achat d'entreprises, prise de contrôle, etc.). La moyenne bourgeoisie sous-traitante se compose des cadres supérieurs québécois, et minoritaires, des entreprises anglo-américaines. Quant à la petite-bourgeoisie établie dans le secteur de la distribution des biens de consommation, elle se voit prolétarisée du même coup. Il en va de même, et pour les mêmes raisons, pour la petite-bourgeoisie industrielle, des services et agricole. La petite-bourgeoisie professionnelle, de son côté, se voit de plus en plus prolétarisée par la prise en charge des services qu'elle rendait de la part de l'État provincial (syndicalisation des ingénieurs, établissement de l'assurance-santé, etc.).

Quant à la grande bourgeoisie anglo-canadienne, elle se voit de plus en plus concurrencée, dans les secteurs où elle était traditionnellement le mieux établie (finance, transformation, commerce), par les entreprises américaines, et cela non seulement au Québec, mais dans tout le Canada où la politique des monopoles américains est en gros la même qu'en Europe (contrôle de l'industrie de pointe et des approvisionnements en matières premières d'une importance stratégique). Ce fait expliquera en bonne partie les contradictions et les échecs du régime libéral de Jean Lesage, l'intermède U.N. de Daniel Johnson et la reprise en main par Robert Bourassa.

Il est évident que la requalification d'une partie de la classe ouvrière, l'absorption d'une autre partie ailleurs que dans les secteurs primaire et manufacturier, le maintien de l'exploitation nécessaire, mais devenue non rentable, de certaines ressources de base, ainsi que le développement d'un secteur de pointe pour relancer le développement ne pouvaient se faire automatiquement selon les lois du marché, ni par des régulations de type keynésien, ni par une intervention de l'État fédéral hors de sa juridiction.

Cette tentative, c'est l'État québécois qui va l'amorcer. Et ce en devenant l'instrument d'une nouvelle coalition de classes. Au lieu de jouer la carte exclusivement pro-américaine, comme sous Duplessis, la fraction maintenant majoritaire de la moyenne bourgeoisie va faire alliance avec la grande bourgeoisie anglo-canadienne, échangeant ses services de sous-traitance en faveur d'un renforcement de cette grande bourgeoisie face aux intérêts américains. La petite bourgeoisie professionnelle urbaine

fournira une partie du personnel politique, voyant dans la vente de ses services à l'État une façon d'échapper à la prolétarisation complète. Elle sera appuyée momentanément dans ce rôle par les travailleurs du secteur de l'information et les travailleurs très qualifiés des secteurs public ou privé, couche dont l'importance a cru en fonction de la modernisation relative de l'économie et de l'amorce d'une réforme de l'éducation. Couche où, également, se recruteront en partie les technocrates et haut fonctionnaires de la coalition.

Sous cette direction, l'État provincial va prendre une série de mesures, entre 1960 et 1966, ayant comme but de résoudre les problèmes que nous avons mentionnés plus haut. En premier lieu, l'augmentation des effectifs de la fonction publique sera un déversoir pour la main-d'œuvre excédentaire du primaire et du secteur manufacturier.

En second lieu, la nationalisation de l'hydro-électricité permettra de maintenir en fonctionnement une industrie devenue peu rentable mais indispensable à la vie économique. Elle sera aussi un moyen pour développer la recherche dans un domaine voisin de l'industrie de pointe (télécommunications).

En troisième lieu, la création de la Société Générale de Financement favorisera le maintien et le regroupement d'industries périllicieuses dans le secteur manufacturier (léger, principalement).

La réforme de l'éducation aura comme but à la fois de former une main-d'œuvre techniquement qualifiée, nécessaire au fonctionnement d'une économie en voie de modernisation ; et aussi de former, à un plus haut niveau, les technocrates et hauts administrateurs de l'État interventionniste.

Une série de mesures administratives sera prise dans le but de concentrer le pouvoir aux mains de l'exécutif et de rationaliser la machine gouvernementale. La création de la Sûreté du Québec interviendra comme un renforcement des pouvoirs répressifs de cet État.

Sur le plan constitutionnel, une panoplie de solutions pour le remaniement de la Constitution sera avancée, sans que toutefois l'accord se fasse, au sein du Parti libéral, sur aucune d'entre elles.

2.2. L'échec et le déclin de la révolution tranquille

[Retour à la table des matières](#)

Restent à analyser maintenant les causes de l'échec de cette entreprise et ses conséquences socio-économiques et politiques.

La cause principale de cet échec est probablement l'effet sur l'économie québécoise et canadienne de la récession américaine. D'une part, le succès de la réforme de l'éducation dépendait des débouchés que pourraient trouver sur le marché du travail les nouveaux travailleurs qualifiés. Dans la mesure où la récession a nui à l'implantation de nouvelles industries à haute composition technique du capital au Québec, ce à quoi le gouvernement libéral voulait inciter les entreprises américaines en leur offrant, en plus de primes et exonérations, une main-d'œuvre qualifiée à coût relativement bas, le projet échouait.

D'autre part, l'entreprise de renflouement des moyennes entreprises par la SGF, comme les autres mesures d'intervention économique, demandaient des crédits que le gouvernement québécois ne pouvait obtenir qu'en une proportion décroissante à mesure que la récession faisait sentir ses effets sur les marchés financiers de New York et de Toronto.

Enfin, la politique anti-inflationniste du gouvernement fédéral, normale pour l'industrie ontarienne, ne pouvait que renforcer au Québec la fermeture des moyennes entreprises, les réductions d'effectifs et l'augmentation continue du chômage et de l'assistance sociale.

Devant une telle situation, la seule issue ouverte devenait la régulation par l'État des hausses de salaires, le secteur public servant d'initiateur et de barème. Le gouvernement libéral de Jean Lesage débuta dans ce sens mais ce furent les deux gouvernements suivants qui y donnèrent toute leur mesure : on fixa d'autorité les salaires des enseignants, des travailleurs de la Régie des Alcools du Québec, des chauffeurs d'autobus de la ville de Montréal, et finalement des travailleurs de la construction.

Le deuxième volet de cette nouvelle politique fut la répression des mouvements populaires et nationalistes.

Entre les années 1960 et 1964, l'utilisation de l'État provincial par la coalition fédéraliste avait pour but la relance de la croissance économique. La récession commencée vers 1963 rendant cela impossible, l'utilisation de l'État se fait alors essentiellement dans le but de limiter la baisse des profits et d'empêcher l'organisation des forces nationalistes ou socialistes, organisation favorisée par les conséquences mêmes de l'échec de la révolution tranquille : la prolétarianisation continue de la petite-bourgeoisie et l'éviction de la moyenne, l'augmentation du chômage et la détérioration des conditions de travail dans le milieu étudiant et dans les secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière.

3. Développement du mouvement nationaliste

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque nous parlons de nationalisme, dans ce contexte, nous entendons une idéologie politique optant pour l'indépendance politique et culturelle du Québec face au reste du Canada.

Il ne faut pas croire que l'apparition du nationalisme en 1960 était sans précédent dans l'histoire du Québec. Le nationalisme y est apparu, comme idéologie d'une fraction de la moyenne et petite-bourgeoisie, à chaque fois que la détérioration de la situation économique accentuait les phénomènes d'éviction de la moyenne bourgeoisie et de prolétarianisation de la petite-bourgeoisie ; que ce soit lors de l'insurrection de 1837 ou lors du Bloc populaire, cette coalition se retournait toujours vers les États-Unis desquels elle espérait obtenir plus d'autonomie.

Un examen plus détaillé de l'évolution idéologique du mouvement nationaliste va nous permettre de préciser l'analyse précédente.

3.1. L'Alliance laurentienne : de Duplessis à Salazar

[Retour à la table des matières](#)

L'activité de cette organisation se centre autour de la publication et de la diffusion de la revue *Laurentie*. C'est le point de départ du mouvement nationaliste de la décennie 1960-1970, point de départ qui fait le lien avec l'ancien nationalisme d'avant-guerre. Pour l'Alliance laurentienne, il faut viser à la récupération de tous les pouvoirs fiscaux, douaniers, etc., ce qui revient à la sécession du Québec. L'État québécois indépendant est alors conçu selon le modèle du corporatisme.

Ce nationalisme de droite est très proche de celui du chanoine Groulx et du Bloc populaire. Il annonce toutefois bien des choses en plaçant le problème sur le plan du colonialisme économique exercé par Ottawa sur le Québec. Cette thèse du colonialisme économique sera en effet reprise dans une perspective socialiste par R. Roy, directeur de la *Revue socialiste* et instigateur de l'ASIQ. Elle sera également reprise et développée par le RIN et par Parti Pris jusqu'à la publication, en 1966, du manifeste du MLP.

D'autre part, l'idée d'un rapatriement de tous les pouvoirs de taxation afin de s'en servir comme leviers économiques, avec l'épargne gérée par les Caisses populaires et le mouvement coopératif, et ce afin de relancer par l'intervention de l'État le secteur secondaire, sera reprise et développée par le Parti libéral de Jean Lesage, et aujourd'hui par le Parti québécois.

Toutefois, l'Alliance laurentienne n'était rien de plus qu'un cercle de discussion et la revue *Laurentie* était peu diffusée. Cette étape de la pensée nationaliste correspond à la fin du duplessisme. Les membres de l'Alliance sont des intellectuels se rattachant à la fraction ultra-nationaliste de la moyenne bourgeoisie. Ils tirent les conclusions de l'échec du compromis duplessiste quant à la remise sur pied de la moyenne entreprise québécoise affaiblie par les grandes entreprises anglo-américaines et par le mouvement de monopolisation d'après-guerre. Une solution devant cet échec était l'option séparatiste, menant à la reprise en main par l'État québécois de tous les pouvoirs fiscaux dans le but de renflouer la moyenne entreprise.

3.2. Les débuts du RIN : élargissement de la propagande séparatiste

[Retour à la table des matières](#)

Dès sa fondation, le Rassemblement pour l'indépendance nationale va reprendre la théorie du colonialisme. Avec toutefois une insistance nouvelle sur la discrimination économique dont les Canadiens français sont victimes dans leur travail et dans leur vie quotidienne.

Le RIN a été fondé principalement dans le but de propager cette analyse le plus largement possible et de démontrer la possibilité de l'indépendance sur le plan économique. Toutefois la première partie de l'existence du RIN est marquée par le souci de diffuser plus largement ses idées que n'avait réussi à le faire l'Alliance laurentienne. On veut susciter un mouvement d'idées et des discussions autour de l'idée d'indépendance. À cette fin, le mouvement procède par assemblées publiques, par réunions de cuisine, par collage de papillons, vente de livres sur le mouvement de décolonisation, distribution de tracts, etc... Le mouvement est alors essentiellement politique, mais l'essentiel de son travail se place sur le plan de la lutte idéologique visant à convaincre la petite-bourgeoisie traditionnelle des professions libérales, les intellectuels et les couches plus ou moins nationalistes de la moyenne bourgeoisie d'affaires.

Mais c'est politiquement que le problème se posera au RIN. Dans la mesure où l'identification entre la domination coloniale de l'Algérie par la France et la domination du Québec par Ottawa se faisait de plus en plus chez les militants, la question des moyens à prendre pour se débarrasser de la tutelle coloniale devait nécessairement se poser.

Trois options se dessinèrent alors. La plus conservatrice voulait que l'on se borne à tenter d'influencer les partis traditionnels (et surtout l'UN) dans le but de les pousser à choisir l'indépendance politique. À l'autre extrême, on postulait l'impossibilité d'arriver à l'indépendance par la voie démocratique et on proposait le recours immédiat à une organisation inspirée du FLN.

La solution intermédiaire était de transformer le RIN en parti politique afin de faire émerger le Québec de l'état de colonisation politique, économique et culturelle qui lui est imposé par le fédéralisme canadien.

3.3. La transformation du RIN en parti politique

[Retour à la table des matières](#)

De l'analyse en terme de colonialisme va découler la stratégie politique du RIN comme parti politique : 1) il faut faire l'unité de toutes les classes (sous la direction de la moyenne bourgeoisie nationaliste) autour du projet d'indépendance politique (sous-entendu : économiquement, c'est autre chose) ; 2) Ottawa est l'ennemi principal dont il faut se débarrasser par des moyens démocratiques (sans dire si cela est possible) ; 3) l'indépendance politique et culturelle est un préalable indispensable à la réalisation du « socialisme » (étapisme).

Le programme politique du RIN va préciser ces trois points centraux de la stratégie. Ce programme montre que le RIN veut réaliser l'indépendance politique et culturelle du Québec par des mesures impliquant que l'État du Québec prend en mains toutes les prérogatives d'un État national : création d'une Banque centrale et d'une monnaie ; contrôle des douanes, des taxes et de la fiscalité ; diversification des échanges et du commerce extérieur ; établissement de l'unilinguisme à tous les niveaux (travail, administration, éducation, loisirs, etc.) ; planification indicative et intervention dans les secteurs faibles de l'économie par nationalisations et investissements publics. Il n'est pas question de négociations ni de marché commun avec le Canada ou les USA ; ni de subventions aux anglophones dans l'éducation.

C'est sur cette base que le RIN va modifier son style d'action et son organisation. Cette dernière se basera sur les comtés, en fonction des élections. L'action de propagande s'intensifiera et on ira jusqu'aux manifestations de rue contre la politique fédérale. Les assemblées publiques prendront de l'ampleur, les exposés seront remplacés par des discours politiques. Ce qui mènera, en 1966, à l'obtention de 10% du vote à Montréal.

3.4. Des élections de 1966 à la scission : le centrisme impossible

[Retour à la table des matières](#)

Pour le RIN devenu parti politique, le résultat des élections de 1966 était à la fois une victoire et une défaite. Une victoire en ce sens qu'en peu de temps et avec peu de moyens, on réussissait à décrocher 7% du vote dans l'ensemble de la province et 10% à Montréal. Un échec en ce sens que l'on n'avait pas rejoint plus que la frange la plus nationaliste de la petite-bourgeoisie professionnelle, des intellectuels et des étudiants.

Les efforts de propagande et d'implantation devaient donc s'orienter dans deux sens. Tout d'abord vers la moyenne bourgeoisie nationaliste, dont le slogan « Égalité ou Indépendance », du parti UN rénové de Daniel Johnson, semblait se rapprocher de l'option indépendantiste.

Il fallait en second lieu convaincre la classe ouvrière, dont l'appui électoral est indispensable à tout parti politique pour arriver au pouvoir.

Comme nous allons maintenant le voir, il était impossible de rallier à la fois la moyenne bourgeoisie nationaliste et la classe ouvrière. Pour convaincre la moyenne bourgeoisie, aussi bien que la classe ouvrière, il fallait recourir à des arguments d'ordre économique. Dans le cas de la moyenne bourgeoisie, il s'agissait essentiellement de montrer que l'indépendance n'entraînerait pas de fuite de capitaux ou de crise monétaire trop sérieuse ; et que, bien au contraire, elle permettrait de venir financièrement en aide aux moyennes entreprises en difficulté. Cela supposait en tout cas que l'on donne au parti une respectabilité que la personnalité et les écarts de langage de Pierre Bourgault, en autant que ce dernier incarnait le nationalisme radical du programme du parti, compromettaient souvent. Cela supposait également d'assurer, dans la mesure du possible, un climat social calme pour ne pas troubler les investisseurs.

Avec la classe ouvrière, d'autre part, on pouvait insister sur le fait que l'État fournirait de nouveaux emplois et diminuerait le chômage, etc... Mais il était difficile de prouver l'impossibilité d'une baisse du niveau de vie, argument sur lequel se fondaient les fédéralistes qui, en prédisant

cette baisse et une augmentation du chômage postérieures à l'indépendance, espéraient ainsi éloigner la classe ouvrière du RIN. Mais ce qui est plus important c'est ceci : le RIN ne possédait pas les moyens de propagande des autres partis et ses militants durent rejoindre les travailleurs là où c'était le plus facile, c'est-à-dire lors des conflits de travail. Mais l'appui aux grèves avait le double effet d'attirer une certaine sympathie des travailleurs et d'effaroucher la moyenne bourgeoisie nationaliste.

C'est à partir de là que l'on peut comprendre le conflit qui opposa la gauche et la droite du parti. Sensibles dans les ambiguïtés et hésitations de la politique de Johnson, l'indécision et la faiblesse de la moyenne bourgeoisie nationaliste avaient poussé les militants de la gauche du parti à renoncer à la thèse de l'appui tactique (indépendance faite par la bourgeoisie nationale comme préalable à la lutte des travailleurs pour le socialisme), et à revenir progressivement à l'organisation de la lutte de libération nationale sous la direction des travailleurs organisés. Ce qui impliquait ou bien la prise sous contrôle du RIN et sa transformation en mouvement politique de libération nationale tentant d'unifier la lutte de la petite-bourgeoisie et de la classe ouvrière sous la direction de cette dernière, et donc un renoncement au réformisme néo-capitaliste et électoraliste du parti ; ou bien la scission et la fondation d'une nouvelle organisation.

La droite du parti, pour sa part, considérant la stratégie de Johnson, se demandait si le mieux n'était pas de s'y rallier temporairement, ce qui impliquait l'arrêt des activités du parti auprès de la classe ouvrière.

Le heurt était inévitable. Il fut précipité par un événement extérieur : la démission de René Lévesque et la fondation du MSA. Ce dernier, qui devait devenir le PQ, proposait une solution au dilemme du RIN. Il s'agissait de s'appuyer sur les étudiants, les fonctionnaires, techniciens, technocrates et professionnels salariés, ainsi que la petite-bourgeoisie, et de tenter de réaliser l'unité de la moyenne bourgeoisie, subalterne et sous-traitante, sur un objectif de négociations et de repartage des pouvoirs entre Ottawa et Québec.

Pour ce qui concernait la classe ouvrière, on lui présentait les réformes libérales habituelles (création d'emplois, hausse de salaire et sécurité d'emploi, assurance-santé, éducation gratuite, etc.), en interprétant l'échec antérieur de ces réformes comme étant dû à la structure fédérale.

À la moyenne bourgeoisie subalterne, on proposait d'autre part un moyen concret de renflouement : la prise de contrôle de l'épargne, par

l'intermédiaire des Caisses populaires, des coopératives, de la Caisse de dépôts, etc., et son utilisation par l'État dans le but de financer les entreprises périllicieuses du secteur secondaire.

3.5. Du MSA au PQ : le recul

[Retour à la table des matières](#)

Mais en plus de proposer un compromis avec la bourgeoisie anglo-canadienne sur les questions des privilèges linguistiques et économiques, ce qui impliquait une restriction au départ du sens de l'indépendance politique, le programme du PQ sera plus clairement pro-impérialiste que celui du RIN. Ce dernier, en proposant une éventuelle adhésion au marché commun européen et une diversification des échanges, tout en maintenant son accord avec le GATT, laissait une porte ouverte à une lutte pour le socialisme postérieure à l'indépendance. L'interdépendance continentale, qu'accepte le PQ, exclut même cette possibilité de principe.

On peut prévoir en effet que même dans le cas d'une prise de pouvoir par le PQ, il sera impossible à ce dernier de ne pas négocier des ententes douanières, monétaires et fiscales qui restreindront sérieusement la souveraineté politique du Québec. Dans le domaine de la langue et de l'immigration, le risque d'assimilation sera freiné. Mais il importe de considérer que, dans le cas d'un maintien de la structure fédérale actuelle, le climat de répression qui s'installe à cause des répercussions de la détérioration de la situation économique sur les étudiants, les ouvriers et les petits-bourgeois rendra de plus en plus problématique la venue de nouveaux immigrants au Québec et accentuera plutôt le mouvement de départ (ce qui freinera aussi le principal risque d'assimilation). On aura alors également maintien du statu quo.

La démission et la série de reculs de la moyenne bourgeoisie québécoise, même la plus nationaliste, sur la question de l'indépendance et de l'unilinguisme, sensibles dans le passage du RIN au PQ, montrent que seule la classe ouvrière peut mener à son terme, et selon ses intérêts propres, la lutte de libération nationale qui s'intégrera et sera soumise stratégiquement à la lutte pour le socialisme. C'est là tout le sens du débat au sein du mouvement socialiste québécois depuis 1960.

4. Histoire du mouvement socialiste québécois

[Retour à la table des matières](#)

Depuis le début des années soixante, le mouvement « socialiste » québécois a fait l'objet de peu d'analyses précises. Le plus souvent, il a été caractérisé par une double tentative : celle d'insérer la question nationale dans une stratégie de lutte de classe ; celle aussi de définir les moyens de l'implantation d'une avant-garde révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Ces caractéristiques ne sont pas fausses, mais elles ne permettent pas de comprendre la genèse du mouvement, sa nature, ses formes, ses ambiguïtés ; elles ne permettent pas non plus de tirer le bilan de son évolution.

Comme nous allons tenter de le montrer, l'histoire récente du mouvement socialiste au Québec, c'est un peu l'histoire de son dégagement progressif du nationalisme bourgeois, mouvement parallèle mais non encore intégré, au mouvement de la classe ouvrière vers son organisation politique indépendante.

4.1. La Revue Socialiste et l'ASIQ

[Retour à la table des matières](#)

En avril 1959, Raoul Roy crée la Revue socialiste « pour l'indépendance absolue du Québec et la libération prolétarienne ».

L'objectif de la revue est de créer un courant organisé de lutte contre le « colonialisme anglo-saxon » et pour la libération socialiste du peuple québécois. Son objectif est aussi polémique. Roy vise à contrer l'influence de la « gauche pancanadienne » à qui il reproche sa « soumis-

sion... à l'idéal bourgeois d'un Canada centralisé, monolithique et uniformisé » ².

Dans son premier numéro, la Revue publie un « manifeste politique » qui contient cent « propositions programmatiques ». Dans ces propositions se trouve résumé l'essentiel des positions défendues par le groupe jusqu'à sa suspension en 1962.

Comment caractériser brièvement ces positions ?

L'analyse politique de la Revue repose sur une première constatation centrale : les Canadiens français forment un peuple presque entièrement prolétarisé, occupé économiquement par une grande bourgeoisie colonialiste de langue et de culture étrangère.

Le capitalisme de ce point de vue ne peut permettre l'émancipation de la nation canadienne-française,

En revanche, le socialisme n'est pas présenté comme objectif de lutte, mais comme « outil » qui doit permettre l'indépendance absolue de la nation. Ce socialisme n'est pas l'organisation du pouvoir ouvrier. Il est plutôt caractérisé par une forte dose de nationalisations.

D'ailleurs ce socialisme est conçu dans le cadre national et bien que l'on trouve dans le manifeste politique quelques références de principe à la « solidarité prolétarienne internationale », le sauvetage de la nationalité canadienne-française paraît prioritaire.

La Revue socialiste rejette donc absolument toute forme de socialisme qui triompherait au niveau pancanadien avant la libération nationale des Canadiens français.

Cette conception de la libération prolétarienne-nationale a fort peu de liens avec la lutte pour l'émancipation des travailleurs québécois comme partie composante du combat international contre l'impérialisme.

La Revue socialiste reprend en fait, en le coiffant d'un vocabulaire socialiste, les thèses du nationalisme bourgeois pour un développement économique autonome en Amérique du Nord. Tout se passe comme si le

² « Manifeste politique, Propositions programmatiques », *La Revue socialiste*, no 1 (avril 1959), p. 23.

groupe de Raoul Roy reprochait à « l'infime minorité capitaliste » francophone de capituler sans combat, de se prostituer aux « intérêts égoïstes » anglo-canadiens et américains, de ne pas avoir les reins assez solides pour partir à la conquête du marché intérieur québécois.

Ce reproche est en même temps une façon d'indiquer à la bourgeoisie les voies qu'on voudrait lui voir suivre : un socialisme québécois. Démarche intellectuelle petite-bourgeoise qui n'est en rien l'expression des intérêts de la classe ouvrière et qui ne rend même pas compte du mouvement de la bourgeoisie québécoise.

L'ASIQ sera davantage un pôle de discussions théoriques qu'un noyau militant organisé. Elle tiendra des réunions publiques et privées.

4. 2. Parti Pris et le Mouvement de Libération Populaire

[Retour à la table des matières](#)

Depuis qu'elle a « suspendu » sa parution en 1968, la revue Parti Pris est restée identifiée à sa tactique d'appui à la bourgeoisie, ou, ce qui revient au même, à la thèse selon laquelle ce n'est qu'après l'indépendance nationale qu'il sera possible de mener au Québec le combat classe contre classe.

Cette identification est extrêmement partielle. Elle ne rend pas compte de l'évolution de la revue, ni du débat théorique qui s'est poursuivi en son sein au moins pendant les trois dernières années.

La raison de l'éclatement de Parti Pris après cinq années d'existence réside ailleurs que dans des difficultés financières qui étaient néanmoins réelles. Cette raison est politique et elle consiste dans l'affrontement de deux thèses irréconciliables : la thèse d'appui tactique et celle qu'on peut qualifier de 41 lutte révolutionnaire unique menée sous l'impulsion de la classe ouvrière et qui ne comporte pas d'étape indépendantiste, mais une dimension nationale ».

Lorsque Parti Pris paraît pour la première fois en octobre 1963, ses fondateurs - Pierre Maheu, Jean-Marc Piotte, André Major, André Brochu, Paul Chamberland - résument le double objectif qu'ils se fixent :

démystifier les structures de l'ordre régnant en vue de favoriser leur destruction, exprimer la révolution dans ses diverses phases depuis la prise de conscience jusqu'à l'accomplissement. La réalisation de cet objectif se fera dans la perspective d'une triple conquête : l'indépendance, le socialisme et le laïcisme au Québec.

Les fondateurs de Parti Pris sont des intellectuels. Leur objectif aussi. Ils sont encore dans l'Université ou ils en sortent à peine. L'indépendantisme dont ils se réclament est davantage le produit d'une théorisation des luttes de libération nationale qui ont culminé dans le monde en 1960 (Fanon, Berque, etc.) que l'aboutissement d'une analyse serrée des classes et des intérêts de classes au Québec.

Leur référence au socialisme est exclusivement théorique, comme une référence à l'égalitarisme nécessaire au sein d'un peuple qui a été jeté collectivement dans la dépendance politique, économique, sociale et culturelle.

Ils veulent en faire une revue qui soit à la fois « politique et culturelle », condition que ne remplissent ni la Revue socialiste, exclusivement politique, ni la revue Liberté, trop exclusivement culturelle.

Leur projet est donc limité à la création d'un courant d'idées. Ils n'ont aucun passe militant et ils n'entendent d'ailleurs pas militer mais produire des analyses théoriques.

Les fondateurs de la revue pressentent vite la double difficulté 1) d'appeler à l'indépendance et au socialisme sans définir aussi la stratégie, les tactiques et les étapes de cette lutte, 2) d'exprimer théoriquement (selon leur projet initial) une révolution qui ne se fait pas et dans laquelle ils ne prennent aucune part « active ».

Deux facteurs externes vont secouer leur consensus d'origine : les critiques du Front de libération du Québec entré en scène au printemps 1963 et qui reproche aux rédacteurs de Parti Pris non pas le contenu de leurs analyses, mais justement le fait de ne s'en tenir qu'à des analyses et de ne pas lier la théorie à la pratique. Les critiques de Révolution québécoise, créée par Pierre Vallières et Charles Gagnon en septembre 1964, et qui cette fois concernent l'orientation politique même de Parti Pris : sa thèse d'appui tactique.

Cette thèse de l'appui tactique repose sur l'analyse suivante : la victoire libérale de 1960 a marqué l'arrivée au pouvoir d'une « nouvelle bourgeoisie » constituée des industriels, des entrepreneurs, etc. Cette bourgeoisie a détrôné l'ancienne bourgeoisie dominante, faite des notables et des professionnels, cléricale et réactionnaire, dont le règne s'est perpétué jusque sous le régime Duplessis. Dans son mouvement, la nouvelle bourgeoisie est amenée à réaliser diverses réformes de structures, afin d'affirmer sa « souveraineté » de classe. En cela même, elle est toutefois freinée par la structure fédérale canadienne qui place les principaux leviers de pouvoir à Ottawa. Contradiction certes, mais qui n'entraîne pas moins la nouvelle bourgeoisie à revendiquer la conquête de l'État du Québec, à marcher vers « l'indépendance comme vers son destin ». Le mouvement nationaliste qui à cette époque réapparaît sous sa forme radicale, le séparatisme, fournit aux nouveaux bourgeois libéraux l'idée par excellence dont ils ont besoin.

En revanche, les travailleurs, « les classes populaires » n'ont pas vraiment amorcé leur mouvement propre. Ils sont « obnubilés par un confort relatif », mais surtout, toute possibilité de conscience de classe est bloquée chez eux du fait de l'aliénation coloniale dont ils sont victimes. Cette aliénation détermine en effet une « conscience nationale » (conscience d'être exploités en tant que Canadiens français et on d'abord en tant que travailleurs face au capital) et cette conscience voile, réduit la véritable conscience de classe.

Ce n'est qu'une fois levée l'hypothèque de l'aliénation coloniale que les travailleurs pourront s'engager vraiment dans une lutte de classe contre la bourgeoisie nationale. En attendant, déclare le manifeste 64-65, « nous sommes malgré nous les alliés objectifs de la bourgeoisie nationale quant à cette première phase de la lutte ; et nous nous devons de la soutenir et de la pousser de l'avant dans son entreprise réformatrice... La lutte contre la bourgeoisie nationale ne pourra commencer vraiment que lorsque cette bourgeoisie aura elle-même acquis la souveraineté de l'État dans lequel elle s'incarne, nous battre contre elle à l'heure actuelle ce serait attaquer le pantin sans voir la main qui l'agite ; l'indépendance, victoire contre l'impérialisme colonial, est un préalable à la révolution socialiste chez nous »³.

Pierre Vallières, Charles Gagnon et leurs collaborateurs reprochent aux rédacteurs de *Parti Pris* de croire qu'il sera plus facile de supplanter la

³ « Manifeste 1964-1965 », *Parti Pris*, vol. 2, no 1 (sept. 1964), p. 10 et 14.

bourgeoisie nationale canadienne-française après sécession, ce qui est un aveuglement dangereux qui risque de mener à l'isolement et à l'asphyxie des groupes progressistes au Québec.

La question est posée mais la réponse n'est pas donnée. Les intérêts de la classe ouvrière font-ils de la sécession une étape essentielle ? La sécession doit-elle être expliquée comme une étape dans le renforcement des positions ouvrières face à la bourgeoisie ?

La critique de Révolution québécoise est néanmoins importante puisqu'elle ouvre le débat sur la position défendue par Parti Pris. Deux thèses commencent à s'affronter qui ne cesseront de se clarifier mais en même temps de se distancer, jusqu'en 1968.

Parti Pris publie en septembre 1965 un deuxième manifeste. Ce manifeste est l'œuvre de militants qui durant les mois précédents se sont regroupés autour de la revue pour créer le Mouvement de libération populaire (MLP). Une analyse plus poussée des rapports de classes amène les membres du MLP et de la revue (qui devient l'organe du Mouvement) à proposer des perspectives stratégiques et tactiques entièrement différentes.

Quelles sont-elles ?

Bien qu'elle a marqué la prise en mains de l'État par une nouvelle fraction de la bourgeoisie québécoise, la révolution tranquille amorcée en 1960 ne constitue en rien la première étape d'un mouvement vers la création d'une bourgeoisie nationale face au capital américain.

Le manifeste 1965-1966 note que la bourgeoisie québécoise n'est pas de taille à s'imposer face au géant qu'est le capital américain et canadien. Une fois installée au pouvoir et après avoir réalisé des réformes qui vont dans le sens d'un timide capitalisme d'État (« néo-capitalisme »), cette bourgeoisie a stoppé le mouvement. Ce fut le deuxième moment de la révolution tranquille.

Ce deuxième moment a été caractérisé par deux phénomènes complémentaires. D'un côté la bourgeoisie qui cherche à consolider son pouvoir et bloque les réformes, de l'autre le mécontentement et les revendications populaires qui vont sans cesse croissant. Ces deux phénomènes sont riches d'enseignements : ils montrent d'une part que la bourgeoisie n'est pas le moteur de la libération nationale ; ils montrent d'autre part que seu-

les « les classes travailleuses » sont engagées vraiment dans cette libération parce qu'elles seules ont un intérêt fondamental à rompre toute forme d'oppression.

Au fur et à mesure que les revendications des travailleurs monteront, le régime, lui, se durcira. La seule issue à un tel affrontement réside dans le remplacement du pouvoir bourgeois impérialiste et colonialiste par le pouvoir des travailleurs. Le chemin qui doit mener à l'instauration de ce pouvoir nouveau, déclare le manifeste, c'est celui d'une « révolution nationale démocratique accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses ». Révolution nationale : d'abord parce que la lutte des travailleurs québécois pour leur émancipation est par un de ses aspects essentiels, une lutte de libération nationale. Nationale aussi parce que la révolution québécoise indissolublement liée à la lutte internationale contre l'impérialisme, devra, pour réussir assumer toutes les particularités de la situation québécoise.

Révolution démocratique, en ce sens que, contrairement à la démocratie bourgeoise formelle, le nouveau pouvoir devra être celui des travailleurs contrôlant directement leurs activités à tous les niveaux. Révolution accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses et non pas uniquement par elles : le manifeste entend signifier par là que les travailleurs ne sont pas seuls engagés dans tous les aspects de la lutte dont ils ont l'initiative. En tant que moteurs d'une lutte révolutionnaire unique, c'est eux qui se verront appuyés temporairement par d'autres classes. Dès lors, l'indépendance ne peut plus être une étape préalable.

Par quel moyen, quel instrument les travailleurs peuvent-ils développer leur lutte contre la bourgeoisie et prétendre remplacer son pouvoir par le leur ? Par « le Parti révolutionnaire ». Le manifeste fonde la nécessité du Parti sur le fait que devant la bourgeoisie organisée et centralisée dans l'État, les forces des travailleurs doivent elles aussi être « organisées, structurées, unifiées ».

Le Parti, dont il est ici question, c'est le Parti ouvrier révolutionnaire dont Parti Pris reporte la construction proprement dite après le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire elle-même. Entre-temps le MLP se voit donc confier comme tâche fondamentale de regrouper et de former les militants d'avant-garde en vue de la création du Parti.

L'analyse et la critique rigoureuses de ces éléments du manifeste nous paraissent extrêmement importantes, mais nous ne pouvons les entre-

prendre ici. Nous nous en tenons à ce qui nous paraît être l'apport essentiel du manifeste par rapport à l'évolution du mouvement socialiste : cet apport est double, comme nous venons de le voir : 1) le rejet de la thèse de l'appui tactique à la bourgeoisie et la définition d'une lutte révolutionnaire menée sous l'impulsion des travailleurs, 2) la reconnaissance de la nécessité du Parti comme instrument de lutte et de prise du pouvoir par les travailleurs et la direction entre ce parti et l'avant-garde révolutionnaire qu'il faut d'abord regrouper.

4.3. La fusion MLP-PSQ (mars 1966)

[Retour à la table des matières](#)

L'adhésion du MLP au PSQ s'explique donc par le fait que ce parti, en face des partis bourgeois, est le seul qui apparaît pouvoir jouer ce rôle de parti des travailleurs québécois. L'avant-garde va se constituer à l'intérieur d'un tel parti et contribuer à son développement.

On constate ici l'évolution qui s'est faite au MLP et à Parti Pris par rapport au manifeste 1965-1966. Entre le Parti révolutionnaire à construire et l'avant-garde à regrouper, le Parti des travailleurs devient le mot d'ordre transitoire pour la rupture politique entre les travailleurs et la bourgeoisie.

Au niveau de son appareil dirigeant et de la quasi totalité de ses membres, le PSQ est constitué de vieux militants sociaux-démocrates francophones et de syndicalistes. À travers ces derniers, il a des liens avec les centrales ouvrières. Le PSQ n'est pas indépendantiste : sociaux-démocrates et syndicalistes rejettent cette option. Pourtant, après négociations, le MLP obtient le droit de constituer une tendance au sein du parti, tendance qui pourra s'exprimer librement pour le socialisme et l'indépendance.

Toutefois l'action de la tendance ML Pau sein du PSQ s'avère vite difficile. La construction du parti des travailleurs, reconnue comme nécessaire quelques mois plus tôt ne paraît plus être l'élément de référence déterminant : certains militants reprochent aux « vieux » socialistes leur opposition farouche au socialisme-indépendantiste. D'autres sont surtout gênés par le « réformisme » du parti qui ne mène pas vraiment ses tâches

d'agitation-propagande, d'éducation politique d'encadrement et de noyau-tage.

Après six mois d'action et surtout de débats politiques au sein du PSQ, les militants du MLP tirent un bilan d'échec.

4.4. L'échec au PSQ et le retour à la thèse de l'indépendance « au plus vite »

[Retour à la table des matières](#)

Depuis janvier 1967, les militants de la Ligue socialiste ouvrière ont eux aussi repris leur autonomie. Enfin ceux qui à la revue avaient élaboré et soutenu la thèse de l'appui tactique et de l'indépendance d'abord voient dans l'échec MLP-PSQ la confirmation de la « justesse » de leur position. Ils s'étaient ralliés du bout des lèvres au manifeste 65-66. Ils reviennent en force cette fois défendre une position dont ils ne bougeront plus.

C'est dans un éditorial de *Parti Pris*, intitulé « l'indépendance au plus vite », en janvier-février 67, qu'ils s'expriment à nouveau.

« L'expérience des dernières années et particulièrement celle du passage du MLP au PSQ nous a convaincus du bien fondé de cette position. Il n'y a pas de stratégie commune possible entre des socialistes indépendantistes et des socialistes anti-indépendantistes à l'intérieur d'un même parti ... Il ne fait plus de doute pour nous que l'indépendance est une nécessité prioritaire au Québec ... Il est en effet impossible que les travailleurs aient une conscience nette de l'opposition des classes tant que la situation coloniale entretient la confusion entre l'exploitation du travail par le capital et la domination des Canadiens anglais sur les Québécois » ⁴.

Le sens de l'évolution politique des partisans de l'indépendance d'abord apparaît ici clairement. Cette évolution va dans le sens d'une adaptation progressive aux intérêts bourgeois voilés sous l'intérêt national de l'indépendance. Mieux s'organise le nationalisme bourgeois, plus les socialistes vont contribuer à son développement. Ainsi lorsque le RIN

⁴ Pierre Maheu et Gaétan Tremblay, « L'indépendance au plus vite », *Parti Pris*, vol. 4, no 5-6 (janv.-fév. 1967), p. 3.

cédera la place au Parti québécois, en 1968, les mêmes partisans de l'appui tactique préconiseront l'appui à ce parti.

Il est intéressant de noter toutefois que la majorité d'entre eux seront incapables de soutenir dans la pratique leur position théorique. Après avoir appelé à l'entrée au RIN, ils n'iront pas. Après avoir appelé en faveur du PQ, il ne s'organiseront pas pour y militer. Seul Pierre Maheu prendra des responsabilités au PQ, en 1968-69. Mais il quittera le parti au bout d'un an, refusant de travailler plus longtemps avec des « nationalistes ».

Indéfendable en théorie, cette thèse apparaîtra de plus en plus impraticable. Ses partisans vont continuer à défendre leur position dans Parti Pris jusqu'à la fin, mais sans plus pouvoir mener quelque action. Dans l'impasse complète, ils se réfugieront plus tard soit dans l'inaction soit dans ce qui est tout aussi significatif : « l'action individuelle », « le hippisme », « la révolution culturelle ». C'est ce qu'illustrent le mieux aujourd'hui les préoccupations « nouvelles » de Pierre Maheu et Paul Chamberland.

Dans le dernier numéro de Parti Pris paru au début de l'été 68, Gilles Dostaler, Luc Racine et Gilles Bourque marquent leur refus irrévocable d'une adhésion au MSA, annoncent leur démission de la revue et justifient leur position en ces termes :

« Les auteurs de cet article refusent de préconiser l'adhésion au MSA, faisant ressortir les intérêts de classe qui le sous-tendent et la nécessité primordiale de créer un mouvement socialiste qui regrouperait à plus ou moins long terme tous les militants de gauche et qui se livrerait à un travail d'encadrement de la population dans le but de créer un parti des travailleurs. »

« Seuls quelques militants de gauche non organisés pourront demeurer dans le MSA donnant au parti l'allure d'être l'élément le plus progressiste des masses populaires et permettant à la technocratie de se présenter comme le véritable défenseur des intérêts des travailleurs. Ils ne pourront s'y livrer qu'à une lutte de cadres dans laquelle ils seront toujours perdants ... »

« ... réalisée dans le contexte du MSA-RIN-RN et donc dans un contexte pro-impérialiste, et néo-capitaliste, l'indépendance consiste en une mesure de droite qui provoquera la création d'un état répressif par

rapport aux revendications des travailleurs, à cause des concessions qu'il faudra consentir aux Américains »⁵.

Se trouvent ici condensés les fondements politiques de la rupture définitive entre deux tendances qui depuis 1960 coexistaient dans la confusion plus ou moins grande à l'intérieur de mêmes structures organiques.

En 1968, le mouvement socialiste a accumulé suffisamment d'expérience pour décrocher de la thèse selon laquelle l'indépendance est au Québec un préalable nécessaire à la lutte classe contre classe. Cela ne veut pas dire que par la suite, la résolution de la question nationale dans une stratégie de lutte de classe ne posera plus de problème. Cela ne veut pas dire non plus que par la suite, comme au moment des élections d'avril 70, et d'octobre 73, les militants socialistes n'iront pas travailler au PQ. Ils iront d'ailleurs d'autant mieux qu'ils seront sans organisation et sans programme. Cela veut dire qu'à compter de 1968, le débat fondamental ne portera plus sur la question de savoir si oui ou non la conquête de l'indépendance est un prérequis. Cela veut dire aussi qu'à compter de ce moment, toutes les tentatives de regroupement de militants et tous les débats essentiels seront menés sur la base unique de la constitution d'une avant-garde révolutionnaire pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Dispersés et laissant, dans la logique de leur thèse, l'initiative à la fraction nationaliste de la bourgeoisie québécoise, les partisans de l'appui tactique ne tenteront plus de se regrouper sur une base autonome. Ils seront objectivement rangés dans le camp du mouvement nationaliste. Le mouvement socialiste, lui, va continuer de se développer dans des groupes autonomes, de façon plus ou moins gauchiste, plus ou moins groupusculaire, mais non sans que le débat progresse en son sein.

⁵ Gilles Dostaler, Luc Racine, Gilles Bourque, « Pour un mouvement socialiste et indépendantiste, Parti Pris, vol. 5, no 8-9 (été 1968), pp. 30 et 33-34.

Lectures recommandées

[Retour à la table des matières](#)

Gilles Bourque, *Classes sociales et question nationale au Québec. 1760-1840*, Montréal, Parti Pris, 1970. [Texte disponible dans [les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Gilles Bourque et Nicole Frenette, « La structure nationale québécoise », *Socialisme québécois*, no 21-22 (avril 1971), pp. 109-156.

Mario Dumais, « Les classes sociales au Québec », *Parti Pris*, vol. 3, no 1-2 (août-sept. 1965), p. 42-63.

Fernand Dumont, « La représentation idéologique des classes au Canada français », *Recherches sociographiques*, 6, (1965), pp. 9-22. [Texte disponible dans [les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Diane Éthier, Jean-Marc Piotte, Jean Reynolds, *Les travailleurs contre l'État bourgeois*, Montréal, L'Aurore, 1972.

Charles Gagnon, *Pour un parti prolétarien*, Montréal, Équipe du Journal en lutte, 1972.

Luc Racine, « Histoire et idéologie du mouvement socialiste québécois », *Socialisme québécois*, no 21-22 (avril 1971), pp. 50-78.

Marcel Rioux, « Conscience nationale de classe au Québec », *Cahiers internationaux de sociologie*, 38 (1965), pp. 99-108.

Michel van Schendel, « Impérialisme et classe ouvrière au Québec », *Socialisme québécois*, no 21-22, (avril 1971), pp. 156-209.

Québec occupé, Montréal, Parti-Pris, 1971. [Texte disponible dans [les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]